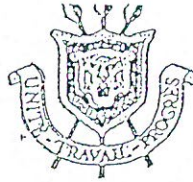




CONVENTION
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
ET
LE GOUVERNEMENT DES EMIRATS ARABES UNIS
TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION
ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU

Le Gouvernement des Emirats Arabes Unis et le Gouvernement de la République du Burundi, ci-après dénommés les « Etats Contractants »,

Désireux de promouvoir leurs relations économiques mutuelles et de renforcer leur coopération en matière fiscale, par la conclusion d'une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu sont convenus des dispositions suivantes :

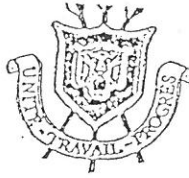


Article 1
Personnes Visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidentes de l'un ou des deux Etats contractants.

Article 2
Impôts Visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses subdivisions politiques ou de ses autorités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers et les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values en capital.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
 - a) En ce qui concerne La République du Burundi :
 - I. l'impôt sur le revenu ;
(ci-après dénommés « impôt sur le revenu »)
 - b) En ce qui concerne les Emirats Arabes Unis
 - (i) l'impôt sur le revenu ;
 - (ii) l'impôt sur les sociétés ;
(Ci-après dénommés « impôt Emirati »).
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats



contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3

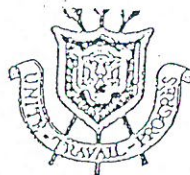
Revenus provenant de l'Exploitation d'hydrocarbures

Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, il ne portera atteinte au droit de l'un ou l'autre des Etats contractants, ou de leurs gouvernements locaux respectifs, d'appliquer leurs lois et règlements internes régissant la taxation des revenus et profits provenant de l'exploitation des hydrocarbures et de ses produits dérivés ou activités connexes situés dans le territoire de cet Etat contractant, selon le cas.

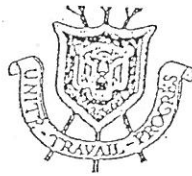
Article 4

Définitions Générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a. Les expressions « Un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, selon le contexte, les Emirats Arabes Unis ou la République du Burundi ;
 - b. Le terme "Emirats Arabes Unis" employé dans le sens géographique, signifie le territoire sous la souveraineté des Emirats arabes Unis ainsi que la zone maritime au-delà de la mer territoriale, l'espace aérien et les fonds marins sur lesquels les Emirats Arabes Unis exercent des droits souverains et juridictionnels conformément à leur législation interne et au droit international, aux fins d'exploitation des ressources naturelles, des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux sous-jacentes.
 - c. Le terme " La République du Burundi" désigne le territoire de la République du Burundi et lorsqu'il est employé dans le sens géographique désigne le territoire de la République du Burundi ;
 - d. Le terme « personne » désigne toute personne morale, société ainsi que tout autre groupement de personnes ;
 - e. le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité considérée fiscalement comme une personne morale.
 - f. le terme entreprise s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire ;



- g. les expressions « entreprise d'un des Etats contractants » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant.
- h. L'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- i. Le terme « entité gouvernementale qualifiée » désigne :
- I. Dans La République du Burundi, le ministre des Finances ou son représentant dûment mandaté ou habilité.
 - II. Dans le cas des Emirats Arabes Unis, le Ministre des finances ou son représentant dûment mandaté ou habilité.
- j. Le terme « national » désigne :
- a. toute personne physique qui possède la nationalité de cet Etat contractant ;
 - b. Toute personne morale, société de personne ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivité territoriale.
 - k. le terme « entreprise » comprend la prestation de services professionnels et d'autres activités de caractère indépendant.
- J. Le terme « impôt » désigne l'impôt des Emirats Arabes Unis ou l'impôt burundais, suivant le contexte ;
- m. Le terme « entité gouvernementale qualifiée » désigne la banque centrale d'un Etat contractant et tout personne, agence, institution, autorité, fonds, entreprise, organisation, ou autre entité qui est détenue ou contrôlée directement ou

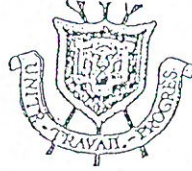


indirectement par un Etat contractant ou une subdivision politique ou collectivité locale.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 5 Résident

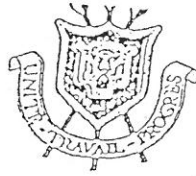
1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne :
 - a) dans le cas des Emirats Arabes Unis, une personne qui a son domicile dans les Emirats Arabes Unis, un ressortissant des Emirats Arabes Unis et une société qui est incorporée dans les Emirats Arabes Unis et a son siège de direction principal effective là.
 - b) dans le cas de la République du Burundi, toute personne qui, en vertu de la législation burundaise, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à l'Etat du Burundi ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt au Burundi que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.
2. aux fins précisées au paragraphe 1 ci-dessus, un résident d'un Etat contractant inclut :
 - a. le gouvernement de cet Etat contractant et toute subdivision politique ou de gouvernement local ou collectivités locales;
 - b. une entité gouvernementale qualifiée
3. Lorsque, en raison des dispositions du paragraphe 1, tout individu résidant des deux Etats contractants, sa situation est réglée comme suit :



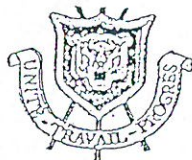
- a. il est considéré comme résident de l'Etat contractant où il dispose d'un foyer d'habitation permanent; s'il dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des deux Etats, il est alors considéré comme résident de l'Etat dans lequel ses liens personnels et économiques sont plus étroits (centre des intérêts vitaux)
 - b. si l'Etat ou cet individu a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si il ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des deux Etats, il est considéré comme un résident de l'Etat où il séjourne de façon habituelle ;
 - c. si cet individu séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou s'il ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, il est considéré comme résident de l'Etat contractant dont il est ressortissant.
 - d. si cet individu possède la nationalité des deux Etats contractants ou s'il ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un accord commun;
4. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'un individu est résident de chacun des deux Etats contractants, elle est considérée comme résidente de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 6 Etablissement Stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce toute ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier ;



- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'exploration, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles
 - g) une exploitation agricole, d'élevage ou forestière
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse les six mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère le terme « établissement stable » est réputé ne pas inclure :
- a) l'utilisation d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) une installation d'un stock de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) une installation d'un stock de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise qu'elle exerce habituellement dans un Etat contractant lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier Etat contractant pour toutes activités que cette personne exerce pour l'entreprise à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe



d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens dudit paragraphe.

6. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité dans cet autre Etat par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 7 Revenus des Biens Immobiliers

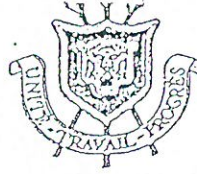
1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend, en tous cas, les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus



provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

Article 8 Bénéfices des Entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.



Article 9
Navigation maritime et aérienne

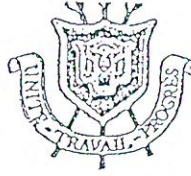
1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, il doit être considéré comme situé dans l'Etat contractant où le port d'attache du navire, ou, s'il n'y a pas de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Aux fins du présent article bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international comprennent :
 - a) bénéfices provenant de la location coque nue de navires ou d'aéronefs ;
 - b) bénéfices provenant de l'utilisation, de l'entretien ou de la location de conteneurs, y compris les remorques et les équipements connexes pour le transport de conteneurs, utilisés pour le transport de biens ou de marchandises.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de:
 - a. la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation ;
 - b. vente de billets pour le compte d'une autre entreprise ;
 - c. Revenus de dépôts en banque, d'obligations, des actions et d'autres instruments financiers, si l'investissement dont ils découlent fait partie intégrante de l'exercice de l'activité d'exploitation de navires et d'aéronefs en trafic international dans cet Etat contractant.



Article 10

Entreprises Associées

1. Lorsque :
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.
2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat et les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient courus à l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte tenu des autres dispositions de la présente Convention et les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.



Article 11 Dividendes

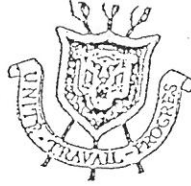
1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Les dispositions de ce paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

2. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, les revenus d'autres parts sociales, soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 8 sont applicables.
4. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 12 Intérêt

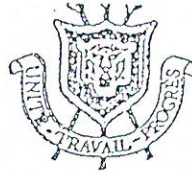
1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.



2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.
3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ces cas, les dispositions de l'article 8 sont applicables.
4. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13 Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.
2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature versées en contrepartie de l'usage ou le droit d'utiliser, tout droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et le travail sur des films, des bandes ou

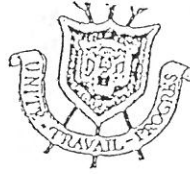


autres des moyens de reproduction destinés à la télévision ou à la radiodiffusion, d'un brevet, marque, design ou modèle, d'un plan, d'une formule ou un procédé secrets ou pour des informations (savoir-faire) concernant l'expérience industrielle, commerciale ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ces cas, les dispositions de l'article 8 sont applicables.
4. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 14 Gains en capital

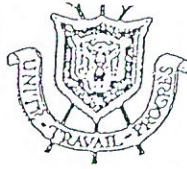
1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 7 et situés dans l'autre Etat contractant, peuvent être imposables dans cet autre Etat.



2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, peuvent être imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant d'un résident d'un Etat contractant de l'aliénation d'actions qui tirent plus de 50 pour cent de leur valeur directement ou indirectement de biens immobiliers situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas aux gains provenant de l'aliénation d'actions d'une société cotée en bourse reconnue d'un ou des deux Etats contractants ou des gains provenant de l'aliénation d'actions dans le cadre d'une réorganisation corporative.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 15 Revenus de l'emploi

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a. le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total cent quatre vingt trois (183) jours durant



toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; et

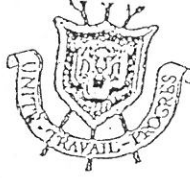
- b. les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
 - c. la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16 Tantièmes

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17 Artistes et sportifs

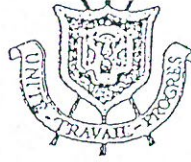
1. Nonobstant les dispositions des articles 8 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 8 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.



3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne sont pas applicables aux revenus des artistes ou des sportifs qui sont des résidents d'un État contractant de ces activités personnelles exercées dans l'autre État contractant si leur visite à ce autre État contractant est soutenue par les fonds publics du premier État contractant, y compris celles de toute subdivision politique, collectivité locale ou organisme de droit public, ni aux revenus tirés par une organisation à but non lucratif à l'égard de ces activités à condition qu'aucune partie de son revenu est payable ou est autrement disponible pour le bénéfice personnel de ses propriétaires, fondateurs ou membres. Dans un tel cas, les revenus ne sont imposables que dans l'État contractant où l'artiste ou le sportif est un résident.

Article 18 Pensions

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un État contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet État.
2. As used in this Article:
 - a) Les termes « pensions et autres rémunérations similaires » désignent les paiements périodiques effectués après la retraite en considération d'un emploi antérieur ou à titre de compensation de dommages subis dans le cadre de cet emploi antérieur ;
 - b) Le terme « rente » désigne une somme prédéterminée payable périodiquement à échéances fixes à vie durant ou pendant un laps de temps déterminé ou déterminable, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échange d'une pleine et adéquate contre-valeur en argent ou en son équivalent.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un État contractant, ou une subdivision politique, ou une collectivité locale, ne sont imposables que dans cet État.



Article 19
Fonctions publiques

1. (a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

(b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet Etat ; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. (a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

(b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 20
Enseignants et Chercheurs

1. Sous réserve des dispositions de l'article 19, une personne qui est ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant un résident de l'autre Etat contractant et qui, à l'invitation du Gouvernement du premier Etat contractant ou d'un collège universitaire, école, musée ou une autre institution culturelle dans ce premier Etat contractant ou en vertu d'un programme officiel d'échange culturel



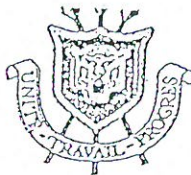
est présent dans cet Etat contractant pendant une période ne dépassant pas deux années consécutives uniquement pour le but d'enseigner, donner de conférences ou effectuer des recherches dans ledit établissement sont exonérés d'impôt dans cet Etat contractant sur sa rémunération pour une telle activité.

Article 21 Etudiants et Stagiaires

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.
2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'applique pas le paragraphe 1, un étudiant ou un stagiaire au sens du paragraphe 1 aura en outre, pendant la durée de ces études ou de cette formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts que les résidents de l'Etat dans lequel il séjourne.

Article 22 Autres Revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résidant d'un Etat contractant, exerce une activité industrielle ou commerciale dans l'autre Etat contractant, par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 8 sont applicables.



Article 23
Elimination de la double imposition

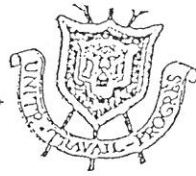
1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus ou possède une fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat accorde une déduction de l'impôt sur le revenu de ce résident, un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat.

Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant la déduction, qui est imputable aux revenus qui sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.

Article 24
Non-Discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. a) A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 10, du paragraphe 4 de l'article 12 ou du paragraphe 4 de l'article 13 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un



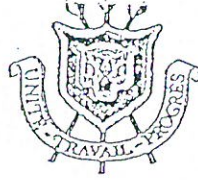
résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont, aux fins de la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

b) Si un établissement stable situé dans un Etat reçoit des dividendes, intérêts ou redevances provenant de l'autre Etat correspondant à des biens ou des droits rattachés effectivement à cet établissement stable, ces revenus sont imposables dans l'autre Etat, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 12 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 13. Le premier Etat doit éliminer la double imposition selon les modalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 23. Cette disposition est applicable quel que soit l'emplacement du siège social de l'entreprise sur lequel l'établissement stable dépend

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
5. Les dispositions du présent article sont, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25 Procédure amiable

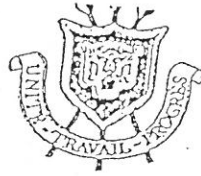
1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 23, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.



2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26 Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1 et 2.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

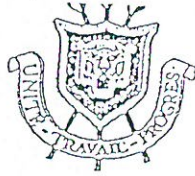


3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celle de l'autre État contractant ;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant ;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

ARTICLE 27

Revenus du gouvernement et des institutions

Les gouvernements locaux ou fédéral ainsi que les institutions financières qui sont détenues en propriété exclusive par l'un des États contractants sont exonérés d'impôt dans l'autre État contractant à l'égard de tout revenu ou gain en capital provenant de ce gouvernement fédéral ou local à partir de cet autre État contractant sauf les revenus



provenant des hydrocarbures comme indiqué à l'article 3, les revenus provenant de biens immobiliers comme indiqué dans l'article 7 et les gains en capital sur les biens immobiliers comme indiqué à l'article 14 paragraphe 1 et 4.

Article 28

Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 29

Entée en vigueur

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre de l'accomplissement des procédures constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. La présente Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.
2. La Convention prend effet:
 - a) En ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux sommes payées ou attribuées le ou après le premier janvier de l'année au cours de laquelle la présente Convention est signée ;
 - b) En ce qui concerne les autres impôts aux périodes d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la présente Convention est signée.

Article 30

Dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur jusqu'à sa dénonciation par un Etat contractant. Chacun des Etats contractants peut dénoncer la présente Convention, par la voie diplomatique, en donnant un avis de résiliation au moins six mois avant la fin de chaque année civile.



2. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- a) au regard des impôts retenus à la source, aux revenus perçus à compter du 1er Janvier de l'année qui suit celle du préavis de dénonciation.
- b) au regard autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er Janvier de l'année civile suivant le préavis de dénonciation.

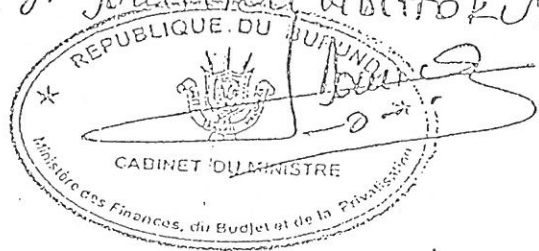
EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT en double exemplaire, le 06 février 2017, en langues arabe, française et anglaise chaque version étant également authentique. En cas de divergence d'interprétation entre les versions en langues arabes et française, le texte en langue anglaise prévaudra.

Pour le Gouvernement des Emirats Arabes Unis

Pour le Gouvernement de la République du Burundi

Jr Juvénal Ndayishimiye





PROTOCOLE

Au moment de la signature de la Convention entre les Emirats Arabes Unis et la République du Burundi tendant à éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, les signataires ont convenu que le présent protocole fait partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 5 (Résidence):

- I. Il est entendu que le fonds d'investissement et un fonds de pension ou régime d'un Etat contractant sont considérés comme des résidents de cet Etat.
- II. Le terme « fonds d'investissement » désigne un fonds d'investissement, d'un arrangement ou une entité d'un Etat contractant dont l'autorité compétente de l'Etat contractant convient de considérer comme un véhicule de placement collectif aux fins du présent paragraphe.
- III. Le terme « fonds de pension ou régime » désigne tout plan, régime, fonds, fiducie ou autre arrangement qui, est généralement exonéré d'impôt et exploité principalement soit d'administrer ou de fournir pension ou de retraite avantage ou pour gagner un revenu au profit d'un ou plusieurs de ces arrangements.

Notamment :

- a) dans le cas des Emirats Arabes Unis, la Caisse des pensions de retraite d'Abu Dhabi ainsi que l'Autorité générale des pensions et la sécurité sociale;
- b) dans le cas de la République du Burundi, un fonds de pension ou un régime au sens de la loi régissant l'activité des sociétés d'assurance du 11 mai 1989 et toute autre loi ou règlement qui pourra se développer ou modifier cette loi dans l'avenir;
- c) tout autre fonds de pension ou régime d'un Etat contractant dont l'autorité compétente de l'Etat contractant convient de considérer comme un fonds de pension ou régime aux fins du présent paragraphe.

2. En ce qui concerne l'article 26 (Échange de renseignements) :

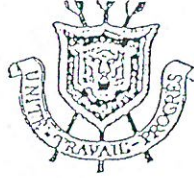
- I. Les demandes de renseignements en vertu de la Convention doivent être traitées conformément aux dispositions de la Convention, conformément aux directives contenues dans les dispositions suivantes :



a) Il est entendu que la norme de la «pertinence prévisible» est destinée à fournir l'échange d'informations en matière fiscale la plus large possible et, en même temps, de préciser que les Etats contractants ne sont pas libres de se livrer à des «expéditions de pêche» ou de demander des informations qui sont peu susceptibles d'être pertinentes pour les affaires fiscales d'un contribuable donné.

Les demandes d'information doivent être aussi détaillées que possible, y compris les informations suivantes :

- 1) l'identité de la personne mise en examen ou d'une enquête. Ces informations peuvent inclure le nom ou d'autres informations permettant d'identifier le contribuable;
- 2) la période à laquelle la demande d'information se réfère;
- 3) une déclaration de l'information recherchée, y compris la nature et la forme dans laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les informations;
- 4) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés
- 5) les raisons pour lesquelles les renseignements demandés sont vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la Convention ou à l'administration ou à l'exécution des lois fiscales de l'Etat requérant à l'égard de la personne identifiée à l'alinéa (i) du présent paragraphe;
- 6) raisons de croire que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis ou peut être obtenu par cette personne;
- 7) dans la mesure du possible, le nom et l'adresse de toute personne soupçonnée d'être en possession ou d'avoir sous contrôle les informations demandées;
- 8) une déclaration selon laquelle la demande est en conformité avec les lois et les pratiques administratives de l'Etat requérant, et que l'Etat requérant est autorisé à obtenir des informations en vertu des lois de l'Etat requérant ou dans le cours normal de la pratique administrative dans des circonstances similaires, réponse à une demande valide d'un Etat contractant en vertu de la Convention;
- 9) une déclaration que l'Etat requérant a poursuivi tous les moyens disponibles sur son propre territoire pour obtenir l'information, hormis ceux qui donnent lieu à des difficultés disproportionnées.



Les exigences ci-dessus contiennent des exigences de procédure qui doivent être interprétés en vue de ne pas compromettre l'échange efficace de l'information.

- b) Les droits et garanties accordés aux personnes dans un Etat contractant restent applicables dans cet Etat contractant dans le cadre du processus d'échange d'informations.
 - c) Les informations fournies à un Etat requérant conformément à la Convention ne peuvent être communiqués à aucune autorité d'un Etat tiers ou de compétence.
 - d) Les demandes de renseignements peuvent être faites par rapport aux périodes d'imposition commençant à compter du 1er Janvier de l'année civile suivant l'année où la Convention entrera en vigueur ou, lorsqu'il n'y a pas de période imposable, pour tous les impôts découlant de Janvier ou après 1 de l'année civile suivant l'année où la Convention est entrée en vigueur.
- II. La République du Burundi sera prête à échanger des informations automatiquement dès qu'elle aura effectivement adopté la norme commune de l'OCDE concernant l'échange automatique d'information financière en vertu d'un accord bilatéral ou multilatéral pour l'application intégrale de l'article 25 de la Convention.

Conformément a l'article 27 (Revenus du Gouvernement et des Institutions)

(i) Aux fins de l'article 27, les institutions suivantes sont incluses :

- a) la Banque Centrale des Emirats Arabes Unis ;
- b) le Fonds d'Investissement Public d'Abu Dhabi ;
- c) le Conseil d'Investissement d'Abu Dhabi ;
- d) le Fonds d'Investissement Emirati ;
- e) la Compagnie de Développement de Mubadala ;
- f) la Société Internationale d'Investissement Pétrolier ;
- g) Dubai World ;
- h) la Compagnie d'Investissement de Dubaï
- i) la Compagnie Nationale d'Energie d'Abu Dhabi PJSC (TAQA) ;*
- j) MASDAR
- k) Le Groupe Financier d'Abu Dhabi

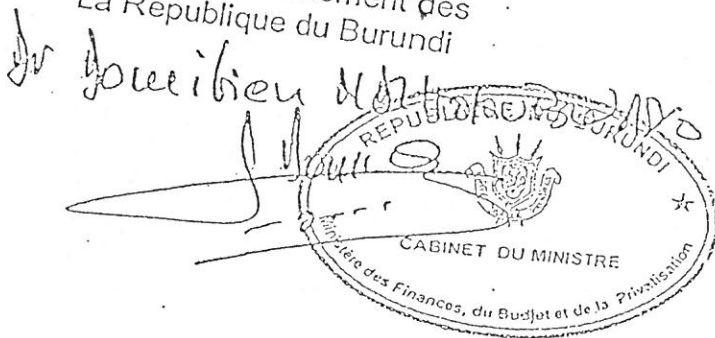


En outre, ces institutions qui, de temps a autre seront créés par le gouvernement fédéral ou les gouvernements locaux des EAU et qui répondent aux exigences de cet article, une notification préalable soumise par l'autorité compétente de Emirats arabes unis à l'autorité compétente de la République de Burundi.

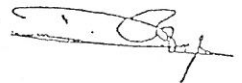
En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

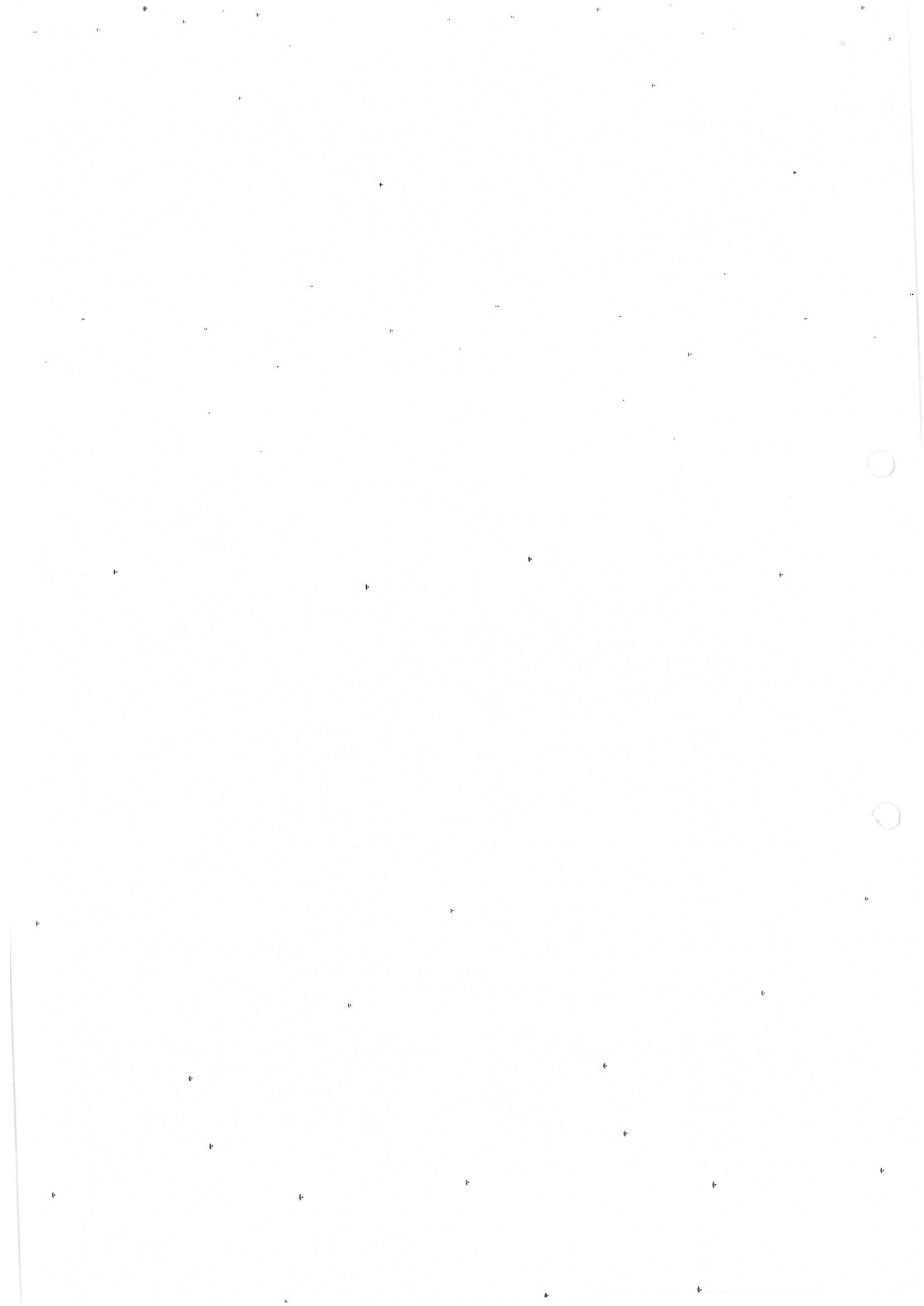
Fait en double exemplaire, le *21 février 2017*, en langues arabe, française et anglaise chaque version étant également authentique. En cas de divergence d'interprétation entre les versions en langues arabes et française, le texte en langue anglaise prévaudra.

Pour le Gouvernement des
La République du Burundi

J. Ndayishimiye

REPUBLIC OF BURUNDI
CABINET DU MINISTRE
Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation

Pour le Gouvernement de
Emirats Arabes Unis





IMVO Y'AMASEZERANO HAGATI YA LETA Y'UBURUNDI NA LETA ZUNZE UBUMWE Z' ABARABU YEREKEYE GUTEZA IMBERE NO GUKINGIRA IMITAHE Y'ABARWIZATUNGA B'IVYO BIHUGU YATEWEKO IGIKUMU KW'IGENEKEREZO RYA 06 RUHUMA 2017, I ABU DHABI

I. IMVO Z'AYA MASEZERANO

Mu ntumbero yo gukomeza ubucuti n'imigenderanire, guteza imbere imitahe y'abagwizatunga b'ivyo bihugu bibiri ; vyayiteyeko igikumu, i Abu Dhabi, kw'igenekerezo rya 06 ruhuma 2017,

Tuzirikanye ko ibiri muri aya masezerano, arivyo bizotuma imitahe ihanwahanwa vyoroshe hagati y'ibi bihugu bibiri bikazutuma ubutunzi bw'ivyo bihugu bwiyongera ;

Tuzirikanye kandi ko gushinga imitahe ikingiwe bizotuma ubutunzi bukoreshwa neza mukuduza ubuzima bwiza bw'abenegihugu ;

Dutahuye ko guteza imbere imitahe bisaba inguvu zidasanzwe mu gukomeza ubucuti n'imigenderanire hagati y'ibi bihugu bibiri ;

Ariko aya masezerano yaratevye kugarukanwa munama nshikiranganji ku mvo zikurikira :

1. Aya masezerano, yari kumwe n'ayandi y'ubwoko bushasha butamenyerewe yerekeye gukinga itozwa kabiri ry'amakori ku nyungu n'inyuruzwa ryayo, kandi busaba ishirwaho ry'umugwi w'abahinga mu vyerekeye amakori n'amatagisi.
2. Umugwi w'abahinga bavuye mu bushikiranganji butandukanye bwegwa n'ico gikorwa washizweho utevye, inyuma y'imyaka irenga ibiri.
3. Aya masezerano yarahuye n'inzitizi ziri mu mategeko agenga imigenderanire y'ibihugu, mu bijanye n'abarekuriwe guhanahana amakuru hagati y'igihugu n'ikindi.
4. Ivyo inama nshikiranganji ya Leta y'Uburundi yo ku wa 19/7/2017 yasavye ko vyoshirwa muri ayo masezerano, vyarakozwe, birarungikirwa Leta Zunze Ubumwe z'Abarabu, ariko irateba cane kwishura ; inyishu yabonetse muri Ruhuma 2024.

II. INDINGANIZO Y'AMASEZERANO

Aya masezerano agizwe n'intangamarara , ingingo cumi na zitanu (15) zirimwo uduce dutomora neza ingene ikingirwa ry'imitahe ritegekanijwe.

IRINGANIZWA RY'INGINGO ZIGIZE AYA MASEZERANO

Ivyo izi ngingo zitegekanya:

Ingingo ya 1: itegekanya ivyerekeye abanyamitahe, imitahe, umwimbu n'ibihugu yerekeye.

Ingingo ya 2: ihimiriza ibi bihugu bibiri gutegekanya ingingo zo kworohereza abanyamitahe

Ingingo ya 3: itegekanya ingene imitahe y'abagwizatunga
Ikingirwa hisunzwe amabwirizwa n'amategeko y'ibi bihugu mu gufata abagwizatunga co kimwe

Ingingo ya 4: itegekanya gufata co kimwe abanyamitahe b'ivyo bihugu ata gutandukanya abanyamitahe b'igihugu kimwe, n'ikindi

Ingingo ya 5: itegekanya igihe abanyamitahe bashumbushwa, kandi ko atagutandukanya abanyamitahe b'igihugu kimwe n'ikindi

Ingingo ya 6: itegekanya ibisabwa kugira igihugu cikore ku mitahe y'anyamitahe b'ikindi gihugu

Ingingo ya 7: itegekanya ingene iyimurwa ry'ubutunzi n'imitahe y'abanyamitahe b'ikindi gihugu rikorwa ata ntambanyi kandi vuba na bwango, haba mu gihugu hagati canke hanze y'igihugu.

Ingingo ya 8: itegekanya ibijanye n'ubwishingizi

Ingingo ya 9: itegekanya gutatura amatati hagati ya Leta n'umugwizatunga ava mu kindi gihugu

Ingingo ya 10: itegekanya gutatura amatati hagati y'ama Leta yateye

igikumu kuri aya masezerano

Ingingo ya 11: itegekanya igihe hakoreshwa ayandi mategeko atari aya masezerano gusa

Ingingo ya 12: itegekanya ishirwa mu ngiro ry'aya masezerano

Ingingo ya 13: itegekanya ibiganiro hagati y'ibi bihugu

Ingingo ya 14: itegekanya inzitizi ku burusho butegekanijwe n'aya masezerano iyo budashora kuboneka

Ingingo ya 15: itegekanya ishirwa mu ngiro, ihindurwa, ikiringo n'ihagarikwa ry'aya masezerano.

III. GUSOZERA

Mu kwemeza ishirwa mu ngiro ry'aya masezerano mu mabwirizwa y'igihugu cacu ciza c'Uburundi, tuzoba duhejeje kwinjira mu migenderanire myiza mu vyerekeye kugwiza imitahe.

Aya masezerano afise kandi intumbero yo gukingira no guhanahana imitahe, igashingwa aho abagwizatunga bashaka ata bwoba bwo kuhahombera.

Kubera izo mvo zose, turasavye Banyakubahwa mwatewe iteka ngo muserukire abenegihugu ko mwokwemeza iyi nteguho y'ibwirizwa nwarungikiwe na Leta y'Uburundi ku neza y'igihugu cacu.



DTA Protocol
- EAU

اتفاقية بين

حكومة دولة الإمارات العربية المتحدة

و

وحكومة جمهورية بورندي

لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب المالي

فيما يتعلق بالضرائب على الدخل

إن حكومة دولة الإمارات العربية المتحدة وحكومة جمهورية بورندي المشار إليهما هنا بـ "الدولتين المتعاقبتين"،
رغبة منهما في تعزيز علاقتهما الاقتصادية المتبادلة وتعزيز تعاونهما في المسائل الضريبية عن طريق إبرام اتفاقية
لتجنب الازدواج الضريبي بالنسبة للضرائب على الدخل فقد اتفقتا على ما يلي:

مادة (1)

الأشخاص المشمولون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في إحدى الدولتين المتعاقدين أو كليهما .

مادة (2)

الضرائب التي تشملها الاتفاقية

1 . تطبق هذه الاتفاقية على ضرائب الدخل المفروضة نيابة عن دولة متعاقدة أو أقسامها السياسية الفرعية أو سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها .

2 . تعتبر من الضرائب على الدخل كل الضرائب المفروضة على إجمالي الدخل، او على عناصر من الدخل، بما في ذلك الضرائب على الأرباح الناتجة من نقل ملكية الأموال المنقولة وغير المنقولة، الضرائب على إجمالي مبالغ الأجر أو الرواتب التي تدفعها الشركات، وايضا الضرائب على زيادة راس المال المحققة .

3 . الضرائب الحالية التي تطبق عليها هذه الاتفاقية بوجه الخصوص: -

(أ) في حالة دولة الإمارات العربية المتحدة:

(1) ضريبة الدخل؛

(2) ضريبة الشركات .

(والمشار إليها فيما بعد بـضريبة الإمارات العربية المتحدة)

(ب) في حالة جمهورية بوندي:

(1) ضريبة الدخل الشخصي؛

(والمشار إليها فيما بعد بـضريبة "جمهورية بوندي")

4. تطبق هذه الاتفاقية أيضاً على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها، والتي تفرض بموجب قوانين دولة
- معاهدة بعد تاريخ توقيع هذه الاتفاقية بالإضافة إلى أو بدلاً عن الضرائب المحلية، تخطر السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بعضها البعض بأي تغييرات جوهرية تم إجراؤها على القوانين الضريبية لكل منهما.

مادة (3)

الدخل الناتج من المواد الهيدروكربونية

بالرغم من أي أحكام أخرى في هذه الاتفاقية لا يوجد ما يؤثر على حق أي من الدولتين المتعاقدين، أو أي من حكوماتهما المحلية أو سلطاتهما المحلية على تطبيق قوانينهما المحلية وتشريعاتهما وذلك فيما يتعلق بالضرائب على الدخل والأرباح الناتجة من الهيدروكربونات والأنشطة المرتبطة الواقعة في إقليم الدولة المتعاقدة ذات الصلة، وذلك حسب ما تقتضي الحالة.

مادة (4)

تعريفات عامة

1) لأغراض هذه الاتفاقية ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

- أ- يعني المصطلح "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" دولة الإمارات العربية المتحدة أو جمهورية بورندي، كما يقتضي النص.
- ب- يعني المصطلح "جمهورية بورندي" جمهورية بورندي، وعند استخدامه بمعناه الجغرافي تعني إقليم جمهورية بورندي.
- ج- يعني مصطلح "دولة الإمارات العربية المتحدة" عند استخدامه بمعناه الجغرافي إقليم دولة الإمارات العربية المتحدة تحت سيادتها بما في ذلك المنطقة خارج البحر الإقليمي والفضاء الجوي والمناطق البحرية والتي تمارس عليها دولة الإمارات العربية المتحدة حقوق سيادية وقضائية فيما يتعلق بالأنشطة في مياهها، قاع البحر، التربة التحتية ذات الصلة باستكشاف أو استغلال الموارد الطبيعية وفقاً لقوانينها والقانون الدولي.

- د- يشمل مصطلح " شخص " فرد أو شركة، وأي كيان آخر من الأشخاص.
- ه- يعنى مصطلح " شركة " أي شخص اعتباري أو كيان يعامل معاملة الشخص الاعتباري لأغراض الضريبة.
- و- يسري المصطلح " مشروع " على ممارسة أي اعمال تجارية.
- ز- تعنى المصطلحات " مشروع الدولة المتعاقدة " و " مشروع الدولة المتعاقدة الأخرى " على التوالي مشروع يقيم مقيم في دولة متعاقدة ومشروع يقيم مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى.
- ح- يعنى المصطلح " النقل الدولي " أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة يتولى تشغيلها مشروع تقع مثر ادارته الفاعلة في دولة متعاقدة ما عدا الحالات التي يتم فيها تشغيل السفينة أو الطائرة فقط فيما بين أماكن تقع في الدولة المتعاقدة الأخرى.
- ط- تعنى عبارة " السلطة المختصة ":

1- في الإمارات العربية المتحدة وزير المالية أو ممثل مفوض لوزير المالية.

2- في جمهورية بورندي وزير المالية أو ممثله المفوض.

ي- يعنى مصطلح " مواطن " فيما يتعلق بدولة متعاقدة:

1- أي فرد حائز على جنسية تلك الدولة المتعاقدة.

2- أي شخص، شراكة أو هيئة تسند وضعها على هذا النحو من القوانين السارية في تلك الدولة

المتعاقدة أو تقسيم سياسي أو حكومة محلية فيها.

ك- يشمل المصطلح " اعمال " اداء الخدمات المهنية والنشاطات الأخرى ذات الصفة المستقلة.

ل- يعنى المصطلح " ضريبة " ضريبة الامارات العربية المتحدة او ضريبة جمهورية بورندي كما يقتضي النص.

م- يعنى المصطلح " كيان حكومي مؤهل " المصرف المركزي لدولة متعاقدة وأي شخص، وكالة، مؤسسة،

سلطة، صندوق، مشروع، منظمة او كيان اخر تملكه او تديره بشكل مباشر أو غير مباشر دولة

متعاقدة او أي تقسيم سياسي فرعي او حكومة محلية فيها.

(2) فيما يخص بتطبيق هذه الاتفاقية في أي وقت بواسطة دولة متعاقدة فإن أي مصطلح لم يرد له تعريف وما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك يكون له نفس معناه في ذلك الوقت بموجب قوانين تلك الدولة فيما يتعلق بالضرائب التي تطبق عليها هذه الاتفاقية، أي معنى بموجب القوانين الضريبية السارية لتلك الدولة يسود على المعنى الموجود في القوانين الأخرى لتلك الدولة.

مادة (5)

المقيم

1. لأغراض هذه الاتفاقية فإن عبارة "مقيم في دولة متعاقدة" تعني:

أ- في حالة دولة الإمارات العربية المتحدة، الفرد الذي يكون مكان إقامته في الإمارات العربية المتحدة ومواطني دولة الإمارات العربية المتحدة وشركة مؤسسة في الإمارات العربية المتحدة ويكون مقر إدارتها الفاعلة فيها.

ب- في حالة جمهورية بورندي أي شخص والذي بموجب قوانين تلك الدولة يكون خاضعاً للضريبة بسبب محل إقامته، سكنه، مكان إدارته أو أي معيار آخر ذو طبيعة مشابهة، ويشمل أيضاً تلك الدولة وأي تقسيم سياسي فرعي وسلطة محلية فيها. على كل لا يشمل هذه المصطلح أي شخص يخضع للضريبة في تلك الدولة فقط فيما يتعلق بدخل من مصادر في تلك الدولة.

2. لأغراض الفقرة 1 أعلاه يشمل المقيم في دولة متعاقدة:

(أ) حكومة تلك الدولة المتعاقدة وأي تقسيم سياسي فرعي أو حكومة محلية أو سلطة محلية؛
(ب) كيان حكومي مؤهل.

3. حيثما يكون فرد مقيماً في كلتا الدولتين المتعاقدين وفقاً لأحكام الفقرة (1) من هذه المادة يتم تحديد

وضعه كالتالي: -

- (أ) يعتبر مقيماً في الدولة التي يتوفر له فيها سكن دائم بها وإذا كان يتوفر له سكن دائم في كلتا الدولتين يعتبر الفرد مقيماً فقط في الدولة التي تكون علاقاته الشخصية والاقتصادية بها أوثق (مركز المصالح الحيوية).
- (ب) إذا لم يكن ممكناً تحديد الدولة المتعاقدة التي بها مركز مصالحه الحيوية أو لم يتوفر له سكن دائم في أي من الدولتين يعتبر مقيماً في الدولة المتعاقدة التي بها سكنه المعتاد.
- (ج) إذا كان له سكن معتاد في كلتا الدولتين المتعاقدين أو لم يكن له سكن معتاد في أي منهما يعتبر مقيماً في الدولة المتعاقدة التي يعد من مواطنيها.
- (د) إذا كان من مواطني كلتا الدولتين أو من غير مواطني أي من الدولتين، تتولى السلطات المختصة في كلتا الدولتين المتعاقدين تسوية المسألة بالاتفاق المتبادل بينهما.
4. وحيثما يكون بسبب أحكام الفقرة (1) من هذه المادة الشخص غير الفرد مقيماً في كلتا الدولتين المتعاقدين يعتبر في هذه الحالة مقيماً فقط في الدولة المتعاقدة تقع بها مركز ادارته الفاعلة.

مادة (6)

المنشأة الدائمة

1. لأغراض هذه الاتفاقية يعني المصطلح "المنشأة الدائمة" المقر الثابت للعمل الذي يتم من خلاله مزاوله نشاط المشروع جزئياً أو كلياً.

2. تشمل عبارة المنشأة الدائمة خصوصاً:

- أ- محل الإدارة؛
- ب- فرع؛
- ج- مكتب؛
- د- مصنع؛
- هـ- ورشة؛
- و- منجم، بئر نפט أو غاز، محجر أو أي مكان آخر لاستخراج الموارد الطبيعية و،

ز- الاستغلال الزراعي، الرعوي او الغابات.

3. موقع بناء أو تشييد أو تركيب أو مشروع تجميع تعتبر منشأة دائمة فقط إذا ما استمر لمدة تزيد

عن 6 أشهر.

4. بالرغم من الأحكام السابقة في هذه المادة فإن عبارة " المنشأة الدائمة " لا تشمل الآتي:

(أ) استخدام المرافق فقط لغرض تخزين أو عرض أو تسليم السلع أو البضائع المملوكة للمشروع.

(ب) الاحتفاظ بمخزون من السلع أو البضائع المملوكة للمشروع فقط بغرض تخزينها أو عرضها أو

تسليمها.

(ج) الاحتفاظ بمخزون من السلع أو البضائع المملوكة للمشروع فقط لغرض تصنيعها بواسطة

مشروع آخر.

(د) الاحتفاظ بمقر ثابت للعمل فقط لغرض شراء السلع أو البضائع أو لجمع المعلومات للمشروع.

(هـ) الاحتفاظ بمقر ثابت للعمل فقط لغرض القيام للمشروع بأي نشاطات أخرى ذات طبيعة

تحضيرية أو مساعدة.

و) الاحتفاظ بمقر ثابت للعمل فقط للجمع لأي من الأنشطة المذكورة في الفقرات الفرعية (أ)

و(هـ)، شريطة أن يكون النشاط الكلي في المقر الثابت للعمل الذي ينتج عن هذا الجمع ذا

طبيعة تحضيرية أو مساعدة.

5. بالرغم من أحكام الفقرتين (1) و (2)، إذا عمل شخص، غير الوكيل ذو الوضع المستقل الذي تنطبق

عليه الفقرة (6)، في دولة متعاقدة لصالح مشروع نتاج للدولة المتعاقدة الأخرى، وكان لديه ويزاول بشكل

معتاد في دولة متعاقدة سلطة لإبرام العقود باسم ذلك المشروع، فإن ذلك المشروع سيعتبر بأن له منشأة

دائمة في تلك الدولة المتعاقدة فيما يتعلق بأية أنشطة يقوم بها ذلك الشخص لصالح المشروع، إلا إذا

كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة بتلك المذكورة في الفقرة (4) والتي إن تمت ممارستها من خلال مقر

ثابت للعمل لا تجعل من هذا المقر الثابت منشأة دائمة طبقاً لأحكام تلك الفقرة.

6. لا يعتبر أن لمشروع تابع لدولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أن المشروع يزاول العمل في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال سمسار أو وكيل بالعمولة أو أي وكيل آخر ذو وضع مستقل، بشرط أن يكون تصرف هؤلاء الأشخاص في النطاق المتعاد لأعمالهم.

7. إن كون شركة مقيمة في دولة متعاقدة تسيطر على شركة مقيمة أو تسيطر عليها شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو تزاول عملاً في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء من خلال منشأة دائمة أو بخلافه) فإن ذلك الواقع لا يجعل في حد ذاته أيًا من الشركتين منشأة دائمة للشركة الأخرى.

مادة (7)

الدخل الناتج عن الأموال غير المنقولة

1. الدخل الذي يكتسبه مقيم في دولة متعاقدة من الأموال غير المنقولة (بما في ذلك الدخل من الزراعة أو استغلال الغابات) الكائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز إخضاعه للضريبة في تلك الدولة.

2. بعبارة "الأموال غير المنقولة" يكون لها نفس معناها وفقاً لقانون الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الأموال المعنية وفي أي حالة فإن العبارة تشمل الملكية المحقة بالأموال غير المنقولة والماشية والآلات المستخدمة في الزراعة واستغلال الغابات والحقوق التي تطبق بشأنها أحكام القانون العام المتعلقة بملكية الأراضي، وحق الانتفاع بالأموال غير المنقولة والحقوق في المدفوعات المتغيرة أو الثابتة كقابل استغلال أو الحق في استغلال الترسبات المعدنية وغيرها من الموارد الطبيعية الأخرى، لا تعتبر السفن، القوارب والطائرات من الأموال غير المنقولة.

3. تطبق أحكام الفقرة (1) من هذه المادة على الدخل الناتج من استخدام الأموال غير المنقولة بصورة مباشرة أو تأجيرها أو استغلالها بأي شكل آخر.

4. تطبق أحكام الفقرتين (1) و (3) من هذه المادة أيضاً على الدخل من الأموال غير المنقولة للمشروع.

مادة (8)

أرباح الأعمال

1. تخضع أرباح مشروع لدولة معاهدة للضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة ما لم يباشر المشروع نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة قائمة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى فإذا باشر المشروع نشاطاً كالمذكور آنفاً، يجوز إخضاع أرباح المشروع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى ولكن فقط بالقدر الذي يمكن أن ينسب منها إلى تلك المنشأة الدائمة.
2. مع مراعاة أحكام الفقرة (3) حيثما يباشر مشروع تابع لدولة معاهدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة قائمة فيها، تنسب في كل دولة معاهدة إلى تلك المنشأة الدائمة الأرباح التي يمكن أن يتوقع تحقيقها فيما لو كان المشروع متميزاً ومستقلاً ويباشر نفس الأنشطة أو أنشطة مشابهة في نفس الظروف أو ظروف مشابهة وتعامل بصورة مستقلة تماماً مع المشروع الذي تعتبر منشأة دائمة له.
3. عند تحديد أرباح منشأة دائمة، يسمح بخصم المصروفات أو النفقات القابلة للخصم التي تكبدها المشروع لأغراض المنشأة الدائمة بما في ذلك أي مصروفات أو نفقات تنفيذية أو إدارية عامة تم تكبدها على هذا النحو، سواءً تكبدها المشروع في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو في أي مكان آخر.
4. لا تنسب أرباح منشأة دائمة استناداً فقط إلى قيام المنشأة الدائمة بشراء سلع أو بضائع للمشروع.
5. لأغراض الفقرات السابقة تحدد الأرباح التي تنسب إلى المنشأة الدائمة بذات الكيفية عاماً بعد عام ما لم يوجد سبب وجيه وكاف للعمل بغير ذلك.
6. حيثما تشمل الأرباح على عناصر للدخل أو الأرباح تمت معالجتها على حدة في مواد أخرى من هذه الاتفاقية فإن أحكام تلك المواد لن تتأثر بأحكام هذه المادة.

مادة (9)

النقل البحري والجوي

1. الأرباح الناتجة لمشروع دولة متعاقد من عمليات تشغيل السفن أو الطائرات في النقل الدولي، تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز الإدارة الفاعلة للمشروع.
2. إذا كان مركز الإدارة الفاعلة لمشروع شحن بحري على متن سفينة، فإنه يعتبر متواجدا في الدولة المتعاقدة التي يتواجد بها المرفأ الرئيسي للسفينة، أو، إذا لم يتوفر هذا المرفأ الرئيسي، ففي الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مشغل السفينة.
3. لأغراض هذه المادة، فإن الأرباح من تشغيل السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل:
 - أ- الأرباح من تأجير السفن أو الطائرات بدون طاقم.
 - ب- الأرباح من استخدام، صيانة أو استئجار الحاويات، بما في ذلك المقطورات والمعدات المرتبطة بها لنقل الحاويات، المستخدمة لنقل السلع أو البضائع.
4. تسري أحكام الفقرة 1 من هذه المادة أيضا على الأرباح الناتجة من:
 - أ- من المشاركة في اتحاد، عمل مشترك أو وكالة تشغيل دولية.
 - ب- بيع التذاكر بالنيابة عن مشروع آخر.
 - ج- الدخل الناتج من الإيداعات المصرفية، السندات، الحصص، الأسهم وأدوات الدين بشرط ان تكون هذه الاستثمارات عرضية لعمليات تشغيل مشروع الشحن او النقل الجوي.

مادة (10)

المشروعات المشتركة

1. حيثما:

- (أ) يساهم مشروع تابع لدولة متعاقد بصورة مباشرة أو غير مباشرة في الإدارة أو الرقابة أو رأس مال مشروع تابع للدولة المتعاقدة الأخرى أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بصورة مباشرة أو غير مباشرة في الإدارة أو الرقابة أو رأسمال مشروع تابع لدولة متعاقدة ومشروع تابع للدولة المتعاقدة الأخرى.

وفي أي من الحالتين إذا وضعت أو فرضت شروط فيما بين المشروعين في علاقاتهما التجارية أو المالية تختلف عن تلك التي يمكن وضعها بين مشروعين مستقلين فإن أية أرباح كان من الممكن أن يحققها أي من المشروعين لو لم تكن هذه الشروط ولكنها لم تتحقق بسبب وجود هذه الشروط. يجوز تضمينها في أرباح ذلك المشروع وإخضاعها للضريبة تبعاً لذلك.

2. عندما تقوم دولة متعاقدة بتضمين أرباح مشروع لتلك الدولة المتعاقدة - وتخضعها للضريبة - أرباح مشروع للدولة المتعاقدة الأخرى تم إخضاعها للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى وكانت الأرباح المضمنة ممكن أن تكون أرباحاً لمشروع الدولة المتعاقدة الأولى إذا كانت الشروط الموضوعية بين المشروعين هي نفسها الشروط التي يمكن أن تكون بين مشروعين مستقلين، في هذه الحالة تقوم الدولة الأخرى بإجراء التعديلات المناسبة على مقدار الضريبة المفروضة على هذه الأرباح يجب وضع اعتبار للأحكام الأخرى في هذه الاتفاقية عند تحديد مثل هذه التعديلات ويجوز أن تقوم السلطات المختصة إذا لزم الأمر بالتشاور في ما بينهما.

مادة (11)

أرباح الأسهم

1. أرباح الأسهم التي تنشأ في دولة متعاقدة والتي يكون مالكيها المنفع مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة الأخرى.
2. لتؤثر هذه الفقرة على فرض الضريبة على شركة فيما يتعلق بالأرباح التي تدفع عنها أرباح الأسهم.
2. تعني عبارة "أرباح الأسهم" حسب استخدامها في هذه المادة الدخل من الحصص، حصص التقيب، حصص المؤسسين أو حقوق أخرى ولا تمثل مطالبات ديون، المساهمة في الأرباح وكذلك الدخل من

حقوق اعتبارية أخرى تخضع لنفس المعاملة الضريبية باعتبارها دخلاً من الأسهم بموجب القوانين الضريبية للدولة التي تقيم فيها الشركة القائمة بالتوزيع.

3. لا تنطبق أحكام الفقرة (1) من هذه المادة إذا كان المالك المنتفع بأرباح الأسهم مقيماً في دولة متعاقدة وياشر نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تقيم فيها الشركة التي تدفع أرباح الأسهم من خلال منشأة دائمة تقع فيها، وكانت الملكية التي تدفع عنها أرباح الأسهم مرتبطة ارتباطاً فعلياً بهذه المنشأة الدائمة، وفي مثل هذه الحالة تنطبق أحكام المادة (8).

4. عندما تحقق شركة مقيمة في دولة متعاقدة، أرباحاً أو دخل من الدولة المتعاقدة الأخرى، فلا يجوز لتلك الدولة الأخرى أن تفرض ضريبة على أرباح الأسهم التي تدفعها الشركة إلا بقدر ما تدفع مثل هذه الأرباح إلى مقيم بتلك الدولة الأخرى والذي يكون هو المالك المنتفع من أرباح الأسهم، أو بالقدر الذي تكون بموجبه ملكية الأسهم التي تدفع عنها الأرباح مرتبطة ارتباطاً فعلياً بمنشأة دائمة في تلك الدولة الأخرى، وكذلك لا يجوز إخضاع أرباح الشركة غير الموزعة للضريبة التي تفرض على الأرباح غير الموزعة حتى لو كانت أرباح الأسهم المدفوعة أو الأرباح غير الموزعة قد نشأت كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناتج في تلك الدولة الأخرى.

مادة (12)

الفائدة

1. أن الفائدة التي تنشأ في دولة متعاقدة والتي يكون مالكيها المنتفع مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2. يعني مصطلح "الفائدة" حسب استخدامه في هذه المادة الدخل الناشئ من مطالبات الدين بكافة أنواعها، سواء كانت مضمونة أو غير مضمونة برهن وسواء كانت تحمل حق المساهمة في أرباح المدين أم لا تحمل هذا الحق، وعلى وجه الخصوص الدخل من الأوراق المالية الحكومية والدخل من السندات أو

سندات الدين، بما في ذلك علاوات الإصدار والجوائز المرتبطة بتلك الأوراق المالية أو السندات أو سندات الدين. غرامات التأخير لا تعتبر فائدة لغرض هذه المادة.

3. لا تنطبق أحكام الفقرة (1) من هذه المادة إذا كان المالك المنتفع بالفائدة مقيماً في دولة معاهدة ويزاول نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تنشأ فيها الفائدة من خلال منشأة دائمة تقع فيها وتكون المطالبة بالدين التي تدفع عنها الفائدة مرتبطة ارتباطاً فعلياً بتلك المنشأة الدائمة وفي مثل هذه الحالة تنطبق أحكام المادة (8).

4. تعتبر الفائدة قد نشأت في دولة معاهدة إذا كان دافعها مقيماً في تلك الدولة وعلى أي حال إذا كان الشخص الدافع للفائدة سواء كان مقيماً في دولة معاهد أم لا، يملك في دولة معاهدة منشأة دائمة ذات صلة بالمديونية التي تدفع عليها الفائدة، وتحمل الفوائد مثل هذه المنشأة الدائمة، فإن هذه الفائدة تعتبر قد نشأت في الدولة التي توجد بها المنشأة الدائمة.

5. حيثما يبين استناداً إلى علاقة خاصة بين الدافع والمالك المنتفع أو بينهما معاً وشخص آخر إن قيمة الفائدة مع مراعاة المطالبة بالدين التي تدفع عنها تتجاوز القيمة التي يمكن أن يكون قد تم الاتفاق عليها بين الدافع والمالك المنتفع في غياب مثل هذه العلاقة، عندئذ تنطبق أحكام هذه المادة فقط على القيمة المذكورة الأخيرة، في مثل هذه الحالة يظل الجزء الزائد من المدفوعات خاضعاً للضريبة وفقاً لقانون كل دولة معاهدة مع وجوب مراعاة الأحكام الأخرى الواردة في هذه الاتفاقية.

مادة (13)

الإتاوات

1. أن الإتاوات التي تنشأ في دولة معاهدة والتي يكون المالك المنتفع منها مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة الأخرى.

2. يعني مصطلح الإتاوات حسب استخدامه في هذه المادة المدفوعات من أي نوع التي يتم استلامها كمقابل لاستعمال أو حق استعمال أي حقوق نشر عمل أدبي أو فني أو علمي بما في ذلك الأفلام السينمائية الاعمال على الافلام، الشرانط أو أي وسائل أخرى لإعادة الاتاج لاستخدامها فيما يتعلق بالبث التلفزيوني أو الاذاعي، وأي براءة اختراع أو علامة تجارية أو تصميم أو نموذج أو مخطط أو تركيبة سرية أو عملية أو معلومات تتعلق بتجبرات صناعية أو تجارية أو علمية.

3. لا تنطبق أحكام الفقرة (1) إذا كان المالك المنتفع بالإتاوات مقيماً في دولة متعاقدة ويزاول عملاً في الدولة المتعاقدة الأخرى التي نشأت فيها الإتاوات من خلال منشأة دائمة تقع فيها، أو وكان الحق أو الأموال اللذان تدفع عنهما الإتاوات يرتبطان ارتباطاً فعلياً بهذه المنشأة الدائمة وفي مثل هذه الحالة تنطبق أحكام المادة (8).

4. تعتبر الإتاوات قد نشأت في دولة متعاقدة، إذا كان الدافع مقيماً في تلك الدولة وسواء كان الشخص الذي يدفع الإتاوات مقيماً في دولة متعاقدة أم لا، يملك في الدولة المتعاقدة منشأة دائمة، وكان الالتزام بدفع الإتاوات يرتبط بها وتحمل تلك المنشأة الدائمة عبأ دفع الإتاوات فإن هذه الإتاوات تعتبر عندئذ قد نشأت في الدولة التي تقع فيها المنشأة الدائمة.

5. حيثما وبسبب علاقة خاصة بين الدافع والمالك المنتفع أو بين الاثنين معاً وبين شخص آخر، إن تجاوزت قيمة الإتاوات، مع مراعاة الاستعمال أو حق الاستعمال أو المعلومات التي تدفع مقابلها، القيمة التي كان من الممكن أن يتم الاتفاق عليها بين الدافع والمالك المنتفع وفي غياب مثل هذه العلاقة، فإن أحكام هذه المادة تنطبق فقط على القيمة المذكورة الأخيرة وفي مثل هذه الحالة يظل الجزء الزائد من المدفوعات خاضعاً للضريبة وفقاً لقانون كل من الدولتين المتعاقبتين مع وجوب مراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية.

المادة (14)

أرباح رأس المال

1. يجوز أن تخضع المكاسب التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة من نقل ملكية الأموال غير المنقولة والتي تم تعريفها في المادة (7) والواقعة في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة الأخرى.
2. يجوز أن تخضع الأرباح الناتجة من نقل ملكية الأموال المنقولة التي تشكل جزءاً من الممتلكات التجارية لمنشأة دائمة يملكها مشروع تابع لدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى، بما في ذلك الأرباح التي تنشأ من نقل ملكية مثل هذه المنشأة الدائمة (وحدتها أو مع المشروع ككل) للضريبة في تلك الدولة الأخرى.
3. تخضع الأرباح التي يكتسبها مشروع دولة متعاقدة الناتجة من نقل ملكية السفن أو الطائرات التي يتم تشغيلها في الحركة الدولية أو الأموال المنقولة المتعلقة بتشغيل هذه السفن أو الطائرات للضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة التي يتواجد بها مركز الإدارة الفاعلة للمشروع.
4. الأرباح التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة من التصرف في حصص تستمد أكثر من 50% من قيمتها بشكل مباشر أو غير مباشر من ممتلكات غير منقولة تتواجد في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى. لا تسري هذه الفقرة على الأرباح من التصرف في حصص شركة مدرجة في بورصة أوراق مالية معترف بها في إحدى أو كلتا الدولتين المتعاقدين أو على الأرباح المكتسبة من التصرف في حصص في إطار إعادة تنظيم الشركة.
5. تخضع الأرباح الناتجة من نقل ملكية أي عقار غير تلك المشار إليها في الفقرات (1)، (2)، (3) و (4) للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها المتصرف في الملكية.

المادة 15

الدخل من التوظيف

1. مع مراعاة أحكام المواد، (16)، (18) و (19) فإن الرواتب والأجور والمكافآت المماثلة الأخرى التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بوظيفة تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة هذا إن لم تمارس هذه

الوظيفة في الدولة المتعاقدة الأخرى، وإذا تمت ممارستها على ذلك النحو، فيجوز إخضاع المكافآت التي يتم اكتسابها هناك للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. بالرغم من أحكام الفقرة (1) من هذه المادة فإن هذه المكافآت التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بوظيفة يزاولها في الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع للضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً وذلك إذا:

أ- تواجد مستلم المكافأة* في الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات لا تتجاوز في مجموعها (183) يوم في أي 12 شهراً تبدأ أو تنتهي في السنة المالية المعنية و

ب- دفعت المكافآت بواسطة أو نيابة عن صاحب عمل غير مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى

ج- لم يتحمل عبء المكافآت منشأة دائمة يمتلكها صاحب العمل في الدولة المتعاقدة الأخرى.

3. بالرغم من الأحكام السابقة لهذه المادة فإن المكافآت المكتسبة فيما يتعلق بوظيفة تزاول على متن سفينة

أو طائرة يتم تشغيلها في النقل الدولي من قبل مشروع دولة متعاقدة يجوز أن تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يتواجد بها مركز الإدارة الفاعلة للمشروع.

مادة (16)

أغاب أعضاء مجلس الإدارة

أغاب أعضاء مجلس الإدارة والمدفوعات المماثلة الأخرى التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس إدارة شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز إخضاعها للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

مادة (17)

الفنانون والرياضيون

1. على الرغم من أحكام المادتين (8) و (15) فإن الدخل الذي يكسبه مقيم في دولة متعاقدة بصفته فنانا كمثل مسرحي أو سينمائي أو إذاعي أو تلفزيوني أو موسيقيا أو رياضيا من أنشطته الشخصية التي مارسها بهذه الصفة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز إخضاعه للضريبة في تلك الدولة الأخرى.
2. حيثما يستحق دخل مقابل أنشطة شخصية زاو لها فنان أو رياضي بصفته المذكورة، ليس للفنان أو الرياضي نفسه ولكن لشخص آخر، فإنه يجوز إخضاع ذلك الدخل وبالرغم من أحكام المادتين (8)، (15) للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمت فيها ممارسة أنشطة الفنان أو الرياضي.
3. لا تسري احكام الفقرتين (1) و (2) على الدخل المكتسب من قبل الفنانين او الرياضين المقيمين في دولة متعاقدة من نشاطاتهم الشخصية التي مارسوها في الدولة المتعاقدة الاخرى اذا ما كانت زيارتهم الى تلك الدولة المتعاقدة الاخرى مدعومة اساسيا من اموال عامة للدولة المتعاقدة المذكورة اولاً، بما فيه الاموال لا تقسيم سياسي فرعي، سلطة محلية او كيان تشريعي فيها، ولا على الدخل المكتسب من قبل منظمة غير ربحية فيما يتعلق بهذه النشاطات بشرط لا يكون جزء من دخلها مدفوعا او متوفر للمصلحة الشخصية للمالكها، المؤسسين او الاعضاء. في مثل هذه الحالة، فان الدخل يخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها الفنان او الرياضي.

مادة (18)

المعاشات التقاعدية

1. طبقا لأحكام الفقرة (2) من المادة (19) فإن المعاشات التقاعدية والمكافآت الأخرى المماثلة والمبالغ العمرية التي تدفع لفرد مقيم في دولة متعاقدة مقابل توظيف سابق تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.
2. - حسب استخدامها في هذه المادة:

أ) تعني عبارة "المعاشات التقاعدية والمكافآت الأخرى المماثلة" المدفوعات الدورية التي تدفع بعد التقاعد مقابل خدمة سابقة أو على شكل تعويض عن إصابات حدثت فيما يتصل بتوظيف سابق.

ب) تعني عبارة "مرتبات عمرية" مبلغاً محددًا يستحق الدفع بصورة دورية وفي أوقات محددة خلال سنوات الحياة أو خلال فترة محددة أو يمكن تحديدها بموجب التزام بتسديد المبالغ مقابل تعويض كافٍ وكامل من المال أو ما يقوم مقامه.

3. بالرغم من احكام الفقرة 1، فان المعاشات التقاعدية والمدفوعات الأخرى التي تتم بموجب تشريع تامين اجتماعي لدولة متعاقدة تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.

مادة (19)

الخدمات الحكومية

1.

أ) الأجرور والمرتبات والمكافآت المماثلة الأخرى غير معاشات التقاعد التي تدفعها دولة متعاقدة أو قسم سياسي فرعي أو سلطة محلية فيما إلى فرد مقابل خدماته التي أداها لتلك الدولة المتعاقدة أو للفرع السياسي أو لسلطة محلية فيها تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة.

ب) مع ذلك فإن مثل هذه المرتبات والأجرور و المكافآت المماثلة الأخرى تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات قد تم أداؤها في تلك الدولة وكان الفرد المقيم في تلك الدولة هو :

1- أحد مواطني تلك الدولة.

2- لم يصبح الفرد مقيماً في تلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2. أ- بالرغم من احكام الفقرة 1، فان المعاشات التقاعدية و أي مكافآت مماثلة مدفوعة من قبل أو ناشئة من أموال صادرة عن دولة متعاقدة أو قسم سياسي فرعي أو سلطة محلية لأي فرد لقاء خدمات

مقدمة إلى تلك الدولة أو القسم السياسي الفرعي أو السلطة المحلية ، يخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.

ب- ومع ذلك فإن المعاش التقاعدي والمكافآت المماثلة الأخرى يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الفرد مواطناً ومقيماً في تلك الدولة.

3. إن أحكام المواد (15)، (16)، (17) و (18) تسري على المرتبات والأجور والمكافآت والمعاشات التقاعدية التي تتعلق بتأدية خدمات مرتبطة بأعمال تمت ممارستها من قبل دولة متعاقدة أو قسم سياسي فرعي أو سلطة محلية تابعة لها.

مادة (20)

المدرسون والباحثون

وفقاً لأحكام المادة 19، الفرد الذي يكون أو كان قبيل زيارته لدولة متعاقدة مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، والذي بدعوة من حكومة الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً أو جامعة أو كلية أو مدرسة أو متحف أو أي مؤسسة ثقافية في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً، أو بموجب برنامج رسمي للتبادل الثقافي تواجد في الدولة المتعاقدة لمدة لا تزيد على سنتين متتاليتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو عمل أبحاث في مثل هذه المؤسسات، يعفى من الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة فيما يتعلق بالمكافآت من هذا النشاط.

مادة (21)

الطلاب

1. المدفوعات التي يتسلمها طالب أو مدرب على العمل كان أو لازال قبل زيارته لدولة متعاقدة مباشرة مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، والمتواجد في الدولة المذكورة أولاً فقط للتعليم أو للتدريب، لأغراض معيشته أو

التعليم أو التدريب لا تخضع للضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون تلك المبالغ قد اكتسبت من مصادر خارج تلك الدولة.

2. فيما يتعلق بالهبات، المنح الدراسية والمكافآت من التوظيف الغير مشمولة في الفقرة (1)، فإن الطالب او المدرب الموصوف في الفقرة (1)، يحق له اضافة خلال هذا التدريب او التعليم الى نفس الاعفاءات، او التخفيض فيما يتعلق بالضرائب المتوفرة الى المقيمين في الدولة المتعاقدة التي يزورها.

مادة (22)

الدخل الأخر

1. تخضع بنود دخل المقيم في دولة متعاقدة أينما نشأ، والتي لم تتناولها المواد السابقة من هذه الاتفاقية للضريبة فقط في تلك الدولة.
2. لا تنطبق أحكام الفقرة (1) على الدخل بخلاف الدخل من الأموال غير المنقولة كما تم تعريفها في الفقرة (2) من المادة (6)، إذا كان المالك المنتفع من هذا الدخل مقيم في دولة متعاقدة ويزاول نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة تقع فيها، ويكون الحق أو الأموال التي يدفع هذا الدخل مقابلها مرتبطة ارتباطاً فعلياً بهذه المنشأة الدائمة، في هذه الحالة تطبق أحكام المادة (8).

المادة (23)

تجنب الازدواج الضريبي

1. حيثما يكسب مقيم في دولة متعاقدة دخلاً او يملك راس مال والذي وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية يجوز إخضاعه للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى، تسمح الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً كخصم من ضريبة دخل ذلك المقيم، مبلغ مساوي لضريبة الدخل المدفوعة في تلك الدولة الأخرى.

على كل لن يتجاوز هذا الخصم مبلغ ضريبة الدخل كما احتسبت قبل منح الخصم، والمنسوب الى الدخل الذي يجوز إخضاعه للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. حيثما ووفقا لأي من أحكام هذه الاتفاقية اعفي الدخل المكتسب او راس المال الذي يملكه مقيم في دولة متعاقدة من الضريبة في تلك الدولة، يجوز لمثل هذه الدولة عند احتساب مقدار الضريبة على الدخل او راس المال المتبقي لمثل هذا المقيم، أن تأخذ في الحسبان الدخل او راس المال المعفى.

مادة (24)

عدم التمييز

1. لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو أية شروط متصلة بها، وتكون أكثر عبئا من الضريبة وشروطها المتصلة بها المفروضة أو ممكن فرضها على مواطني والأشخاص المقيمين في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى في نفس الظروف، بالخاص فيما يتعلق بالإقامة. بالرغم من أحكام المادة 1، يسري هذا الحكم على الأشخاص غير المقيمين في إحدى الدولتين المتعاقدين أو كليهما.

2. يجب ألا تجبى الضريبة التي تفرض على المنشأة الدائمة لمشروع تابع لدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى بطريقة تكون أقل رعاية عما يفرض في تلك الدولة الأخرى على مشاريع تابعة لتلك الدولة الأخرى وتباشر نفس الأنشطة فيها ويجب ألا تفسر أحكام هذه الفقرة على أنها تلزم دولة متعاقدة بان تمنح مواطني الدولة المتعاقدة الأخرى أية علاوات شخصية أو إعفاءات أو خصومات لأغراض الضريبة من جراء الوضع المدني أو المسؤوليات العائلية كالتي تمنحها لمواطنيها.

3. أ) باستثناء حيث تسري أحكام الفقرة (1) من المادة (10)، الفقرة (4) من المادة (12)، أو الفقرة (4) من المادة (13)، فإن الفائدة، الإتاوات و المدفوعات الأخرى المدفوعة من قبل مشروع دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى ولغرض تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة لمثل هذا المشروع، يمكن خصمها تحت نفس الظروف كأنه قد تم دفعها إلى مقيم في الدولة المذكورة أولا. بشكل مماثل، اي ديون لمشروع دولة

متعاقدة الى مقيم من الدولة المتعاقدة الاخرى، فإنها ولنغرض تحديد الضريبة على راس مال هذا المشروع،
يمكن خصمها تحت نفس الظروف كأنها ديون مستحقة الى مقيم من الدولة المذكورة أولا.

(ب) حيثما تتلقى منشأة دائمة تتواجد في دولة ارباح أسهم، فائدة او اناوات تنشأ في الدولة الاخرى ذات
صلة الى ملكية او حقوق ذات علاقة نشطة بتلك المنشأة الدائمة، فان هذه الدخل يخضع للضريبة في الدولة
الاخرى وفقا لأحكام الفقرتين (1) و (2) من المادة (12)، والفقرتين (1) و (2) من المادة (13). تقوم
الدولة المذكورة أولا بإزالة الازدواج الضريبي وفقا للشروط الموضوعية في الفقرتين (1) و (2) من المادة
(23). يسري هذا الحكم بغض النظر عن مكان المكتب الرئيسي للمشروع الذي تعتمد عليه المنشأة
الدائمة.

4. مشروع دولة متعاقدة والتي يكون رأس مالها مملوكا أو يتحكم فيه كليا أو جزئيا مباشرة أو غير مباشرة،
واحد أو أكثر من مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى، لن تخضع في الدول المذكورة أولا لأي ضريبة أو شروط
متصلة بها أكثر عينا من الضريبة والشروط المتصلة بها التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع مشروع مشابه
للدولة المتعاقدة المذكورة أولا.

5. احكام هذه المادة، بالرغم من احكام المادة (2) تسري على الضرائب من كل نوع ووصف.

المادة (25)

إجراءات الاتفاق المتبادل

1. حيثما يعتبر شخص أن إجراءات إحدى الدولتين المتعاقدين أو كليهما تؤدي أو سوف تؤدي بالنسبة له
إلى فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية فإنه يمكنه بصرف النظر عن وسائل المعالجة المنصوص
عليها في القوانين المحلية لكلا الدولتين أن يعرض قضية أمام السلطة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة التي
يقيم فيها أو اذا ما اندرجت قضية تحت الفقرة (1) من المادة (23) الى الدولة التي يكون من مواطنيها،

يُعين عرض القضية خلال ثلاثة أعوام من أول إخطار بالإجراء الذي أدى إلى فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية.

2. يُعين على السلطة المختصة إذا بدأ لها الاعتراض مسوغاً وإذا لم تكن هي ذاتها قادرة على التوصل إلى حل مرض، إن تسعى إلى تسوية القضية عن طريق الاتفاق المتبادل مع السلطة المختصة بالدولة المتعاقدة الأخرى بقصد تجنب فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية. أي اتفاق يتم التوصل إليه سينفذ بالرغم من أي مهلة قانونية في القانون المحلي للدول المتعاقدة.

3. يُعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تسعى عن طريق الاتفاق المتبادل فيما بينهم لتذليل أية صعوبات أو شكوك تنشأ فيما يتعلق بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية كما يجوز لهما أيضاً التشاور فيما بينهما لإلغاء الأزواج الضريبي في الحالات التي لم ترد في هذه الاتفاقية.

4. يجوز أن تتصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين مع بعضها البعض مباشرة، بما فيه عن طريق لجنة مشتركة تتألف من أنفسهم أو ممثليهم، بغرض التوصل إلى الاتفاق حول المعنى المراد من الفقرات السابقة.

مادة (26)

تبادل المعلومات

1. تبادل السلطات المختصة للدول المتعاقدة المعلومات المعنية لتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية أو إدارة أو تنفيذ القوانين المحلية المتعلقة بالضرائب من كل نوع ووصف المفروضة نيابة عن الدول المتعاقدة، أو إحدى تسمياتها السياسية أو إدارتها المحلية، طالما أن النظام الضريبي لا يتعارض مع هذه الاتفاقية. تبادل المعلومات غير مقيد بالمادتين 1 و2.

2. أي معلومات استلمت بموجب الفقرة 1 من قبل دولة متعاقدة ستعامل بسرية وبنفس الطريقة التي حصلت المعلومات عليها بموجب القوانين المحلية لتلك الدولة، وستكشف فقط إلى الأشخاص أو السلطات (بمضمّن ذلك المحاكم والأجهزة الإدارية) المهمة بالتقييم أو تحصيل، التنفيذ أو الملاحقة المتعلقة بالاستئنافات فيما يتعلق

بالضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو ما سبق. وسيستعمل مثل هؤلاء الأشخاص أو السلطات المعلومات فقط لهذه الأغراض ويمكنهم كشف المعلومات في إجراءات المحكمة العامة أو في القرارات القضائية.

3. في أي حالة لن تكون بنود الفقرات 1 و2 مفسرة بما قد يفرض على دولة متعاقدة الالتزام:

أ- تنفيذ إجراءات إدارية مخالفة للقوانين والممارسة الإدارية لتلك الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب- لتقديم المعلومات التي لا يمكن الحصول عليها بموجب القوانين أو الإجراءات

الطبيعي لإدارة تلك الدولة أو الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ج- لإعطاء المعلومات التي قد تكشف أي أسرار تتعلق بالتجارة أو العمل أو الصناعة أو المعاملات التجارية أو المهنية أو العمليات التجارية، أو معلومات التي يكون الكشف عنها مخالفا للسياسة العامة.

4. إذا طلبت معلومات من قبل دولة متعاقدة بالتوافق مع هذه المادة، تقوم الدولة المتعاقدة الأخرى باستعمال إجراءات جمع المعلومات للحصول على المعلومات المطلوبة، بالرغم من أن تلك الدولة الأخرى قد لا تحتاج مثل هذه المعلومات لأغراض ضربتها الخاصة. إن الالتزام المحتوي في الجملة السابقة خاضع لتقييدات الفقرة 3، لكن لا يجوز في أي حالة أن تفسر مثل هذه التقييدات للسماح لدولة متعاقدة لرفض إعطاء المعلومات فقط لأنه ليس لها اهتمام محلي في مثل هذه المعلومات.

5. لا تفسر بنود الفقرة 3 للسماح لدولة متعاقدة لرفض إعطاء المعلومات فقط لأن المعلومات محفوظة لدى مصرف، مؤسسة مالية أخرى أو مرشح أو شخص يتصرف وفق وكالة أو قدرة ائتمانية أو لأنها تتعلق باهتمامات ملكية لشخص.

المادة (27)

دخل الحكومات والمؤسسات

ان الحكومات الاتحادية او المحلية والمؤسسات المالية المملوكة بالكامل من قبل احدى الدولتين المتعاقدين تعفى من الضرائب في الدولة الاخرى فيما يتعلق باي دخل او ارباح رأسمالية مكتسبة لمثل هذه الحكومة الاتحادية او المحلية من تلك الدولة المتعاقدة الاخرى فيما عدا الدخل الناتج من الهيدروكربونات كما هو موضح في المادة (3)، الدخل الناتج من الاموال غير المنقولة كما هو موضح في المادة (7) والارباح الرأسمالية على الاموال غير المنقولة كما هو موضح في المادة (14) الفقرتين (1) و (4).

مادة (28)

أعضاء البعثات الدبلوماسية والقنصلية

لا تؤثر أحكام هذه الاتفاقية على الامتيازات المالية لأعضاء البعثات الدبلوماسية أو الهيئات القنصلية او البعثات الدائمة الى المنظمات الدولية بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب أحكام اتفاقيات خاصة.

المادة (29)

الدخول حيز التنفيذ

1. تقوم كل من الدولتين المتعاقدين بإخطار الدولة الأخرى كتابيا عن طريق القنوات الدبلوماسية باستكمال الإجراءات القانونية المطلوبة للتصديق على هذه الاتفاقية، تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بتاريخ استلام آخر هذه الإخطارات.
2. وتسري الاتفاقية على:

أ) فيما يختص بالضرائب المحجوزة في المنبع للدخل المسد في أو بعد اليوم الأول من

يناير في السنة التقويمية التالية للسنة التي دخلت فيها الاتفاقية حيز النفاذ.

ب) فيما يتعلق بالضرائب الأخرى على الدخل، إلى الضرائب لأي سنة ضريبية التي تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير للسنة القويمية التالية للسنة التي دخلت فيها الاتفاقية حيز النفاذ.

مادة (30)

إنهاء الاتفاقية

1. تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول حتى انتهائها من قبل دولة متعاقدة. يجوز لأي من الدولتين إنهاء هذه الاتفاقية، عن طريق القنوات الدبلوماسية بإرسال إخطار بالإنهاء على أقل تقدير قبل ستة أشهر من نهاية أي سنة قويمية.

2. في مثل هذه الحالة، لا تطبق أحكام الاتفاقية على الحالات التالية:

أ) فيما يخص بالضرائب المحجوزة في المنبع للدخل المسند في أو بعد اليوم الأول من يناير في السنة القويمية التالية للسنة التي أعطي فيها الإخطار.

ب) فيما يخص بالضرائب الأخرى على الدخل والضرائب على رأس المال، المفروضة لأي سنة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير للسنة القويمية التالية للسنة التي أعطي فيها الإخطار.

وإشهاداً على ذلك قام الموقعون أدناه المفوضين تفويضاً كاملاً بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

وقعت في لأبوظبي بتاريخ 17/1/1977 من نسختين أصليتين باللغات العربية، الفرنسية والإنجليزية، وجميع النصوص متساوية في الحجية، في حالة الاختلاف بين أي من النسخين، يسود النص الإنجليزي.

عن حكومة

جمهورية بورندي
Dr. Jaminia
Jaminia

عن حكومة

دولة الإمارات العربية المتحدة
[Signature]

بروتوكول

عند التوقيع اليوم على اتفاقية بين حكومة دولة الإمارات العربية المتحدة وحكومة جمهورية بورندي لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب المالي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل، وافق الموقعون ادناه على ان الاحكام التالية تشكل جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.

1. بالإشارة الى الفقرة (1) من المادة (5) (المقيم):

- (1) انه من المفاهيم عليه ان الصندوق الاستثماري وصندوق او خطة المعاشات القاعدية لدولة متعاقدة يعتبر مقيم في تلك الدولة.
- (2) يعني المصطلح "صندوق استثماري" صندوق استثماري، ترتيب او بيان لدولة متعاقدة والذي توافق السلطة المختصة لدولة متعاقدة على اعتباره وسيلة استثمار جماعي لغرض هذه الفقرة.
- (3) يعني المصطلح "صندوق او خطة معاشات قاعدية" أي خطة، مخطط، صندوق، ائتمان، او ترتيب اخر والذي يكون معني من الضرائب بشكل عام ويتم تشغيله بشكل رئيسي لإدارة او توفير استحقاقات المعاشات القاعدية او التقاعد او لاكساب دخل لصالح واحد او أكثر من هذه الترتيبات.

بالأخص:

أ) في حالة الإمارات العربية المتحدة، صندوق معاشات ومكافآت التقاعد لإمارة ابوظبي والهيئة العامة للمعاشات والتأمينات الاجتماعية؛

(ب) في حالة جمهورية بورندي، صندوق المعاشات التقاعدية أو مخطط بالمعنى المقصود في قانون تنظيم نشاط شركات التأمين من 11 مايو 1989، وأي قانون أو تشريع يوضع أو يعدل هذا القانون في المستقبل؛

(ج) أي صندوق معاشات تقاعدية آخر أو مخطط آخر لدولة متعاقدة والذي توافق السلطة المختصة للدولة المتعاقدة على اعتباره صندوق معاشات تقاعدية أو مخطط لغرض هذه الفقرة.

2. بالإشارة إلى المادة (26) (تبادل المعلومات):

(1) طلبات تبادل المعلومات بموجب هذه الاتفاقية يتم اجرائها وفق ما هو منصوص عليه في الاتفاقية، وفقا للمبادئ التوجيهية الواردة في الأحكام التالية:

(أ) انه من المتفاهم عليه ان معيار "ملائمة المنظور" يهدف الى توفير تبادل المعلومات في المسائل الضريبية على اوسع نطاق ممكن وفي نفس الوقت لتوضيح ان الدولتين المتعاقبتين لست لهما حرية الانخراط في "حملات ادانة" او لطلب معلومات من غير المرجح ان تكون ذات صلة بالشؤون الضريبية لمكلف ضريبي معين.

(2) طلبات تبادل المعلومات يجب ان تكون مفصلة قدر الامكان، بما في ذلك المعلومات التالية:

1- هوية الشخص الخاضع للفحص او التحقيق. ويمكن ان تشمل هذه المعلومات الاسم او معلومات اخرى تكفي للتعرف على المكلف الضريبي؛

2- الفترة التي يشير اليها طلب المعلومات؛

3- بيان بالمعلومات المطلوبة وتشمل الطبيعة والشكل الذي تود الدولة الطالبة للمعلومات ان تلقي عليه المعلومات؛

4- الاغراض الضريبية التي تطلب بشأنها المعلومات؛

5- الاسباب التي تجعل المعلومات المطلوبة ذات صلة من منظور تنفيذ احكام الاتفاقية

او لإدارة او تنفيذ القوانين الضريبية للدولة الطالبة للمعلومات فيما يتعلق

بالشخص المحدد في الفقرة الفرعية (1) من هذه الفقرة؛

6- الاسباب التي تدعو الى الاعتقاد ان المعلومات المطلوبة تتواجد في الدولة المطلوب

منها المعلومات او ان المعلومات في حياة او يسيطر عليها شخص ضمن الولاية

القضائية لهذه الدولة او يمكن الحصول عليها من قبل مثل هذا الشخص؛

7- الى الحد الممكن، اسم وعنوان أي شخص يعتقد انه يحوز او يسيطر على

المعلومات المطلوبة؛

8- بيان بان الطلب يتوافق مع القوانين والممارسات الادارية للدولة الطالبة للمعلومات

وان الطالبة للمعلومات مصرح لها الحصول على المعلومات بموجب قوانين الطالبة

للمعلومات او في المسار الطبيعي للممارسات الادارية في الظروف المشابهة،

استجابة لطلب معلومات من دولة متعاقدة بموجب الاتفاقية؛

9- بيان بان الدولة الطالبة للمعلومات قد اتبعت جميع الوسائل المتوفرة في اقليمها

للحصول على المعلومات، ماعدا تلك التي قد تؤدي الى صعوبات غير مناسبة.

تضمن الشروط المذكورة اعلاه الشروط الاجرائية التي يجب ان تفسر بطريقة لا تحبط التبادل

الفعال للمعلومات.

(أ) الحقوق والضمانات المتوفرة للأشخاص في دولة متعاقدة تظل سارية في تلك الدولة

المتعاقدة أثناء عملية تبادل المعلومات.

ب) لا يجوز افشاء المعلومات المقدمة الى الدولة الطالبة للمعلومات وفقاً لهذه الاتفاقية الى أي سلطة لدولة ثالثة.

ج) يجوز تقديم طلبات الحصول على المعلومات بالنسبة للفترة الضريبية التي تبدأ في أو بعد 1 يناير من السنة القويمية التالية للسنة التي تدخل فيها الاتفاقية حيز النفاذ، حيث لا يوجد فترة ضريبية، لجميع الضرائب التي تنشأ في أو بعد 1 يناير من السنة القويمية التالية للسنة التي تدخل الاتفاقية حيز النفاذ.

(3) ستكون جمهورية بورندي جاهزة لتبادل المعلومات التلقائي حالما تعتمد المعايير المشتركة لمنظمة التعاون الاقتصادي والتنمية المتعلقة بالتبادل التلقائي للمعلومات المالية بموجب اتفاقية ثنائية او متعددة الأطراف للتطبيق الكامل للمادة 25 من الاتفاقية.

3. بالإشارة الى المادة (27) (دخول الحكومة والمؤسسات):

لأغراض المادة (27)، فإن المؤسسات التالية تعتبر جزءاً لا يتجزأ من الحكومة:

أ) مصرف الامارات العربية المتحدة المركزي؛

ب) جهاز ابوظبي للاستثمار؛

ج) مجلس ابوظبي للاستثمار؛

د) جهاز الامارات للاستثمار؛

هـ) شركة مبادلة للتنمية؛

و) شركة الاستثمارات البترولية الدولية؛

ز) دبي العالمية؛

ح) مؤسسة دبي للاستثمارات الحكومية؛

ط) شركة ابوظبي الوطنية للطاقة؛

بي) مصدر؛

ك) مجموعة ابوظبي المالية.

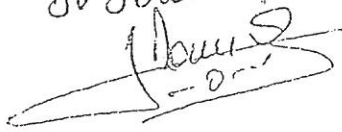
أيضا، تلك المؤسسات التي تنشأ من وقت لآخر من قبل الحكومة الاتحادية أو الحكومات المحلية في الإمارات العربية المتحدة والتي تفي بمطالبات هذه المادة، بشرط الإخطار المسبق من السلطة المختصة في دولة الإمارات العربية المتحدة إلى السلطة المختصة في جمهورية بورندي.

وإشهادا على ذلك قام الموقعون أدناه المفوضين تفويضا كاملا بالتوقيع على هذا البروتوكول.

وقعت في لدا بظهي - بتاريخ 15/7-1988 من نسختين أصليتين باللغات العربية، الفرنسية والانجليزية، وجميع النصوص متساوية في الحجية، في حالة الاختلاف بين أي من النسخين، يسود النص الانجليزي.

عن حكومة

جمهورية بورندي

Ju Jaurite MOTHOKUBAYO


عن حكومة

دولة الإمارات العربية المتحدة



